

# **NON À LA GUERRE !**

# **NON AUX BUDGETS DE LA GUERRE !**

# **NON AUX 36 MILLIARD DE PLUS**

# **POUR L'ARMÉE !**



**Le 4 mai à 14h**

**Rassemblement devant l'Assemblée Nationale**

Le 25 mars le 1<sup>er</sup> ministre a annoncé une rallonge de 36 milliards aux 413 milliards de la loi de programmation militaire d'ici à 2030.

8.5 milliards rien que pour la fabrication de munitions dont 3.5 milliards dès 2026. À celles et ceux qui se demandaient d'où pouvait provenir une telle somme, on apprend ce 20 avril que l'exécutif prévoit 4 milliards d'économies sur les dépenses de l'État et 2 milliards sur celles de la Sécurité sociale. Objectif : réduire les déficits malgré la guerre au moyen orient !

La guerre au côté des États-Unis, ça coûte cher... toujours plus cher !

L'examen de cette « mise à jour » budgétaire est prévu la semaine du 4 mai à l'Assemblée nationale puis en juin au Sénat.

**36 milliards DE PLUS pour un budget déjà colossal et qui a doublé depuis 2017 !**

La Loi de Programmation Militaire, votée en 2023 par des députés, devait déjà coûter aux français 413 milliards d'euros sur 7 ans ! Un budget sans précédent qui s'est accompagné de plans d'économie violents sur les autres budgets de l'État et de la Sécurité sociale.

Priorité à l'effort de guerre !

Le gouvernement veut désormais y rajouter... 36 milliards de dépenses supplémentaire d'ici 2030. Tous ces milliards pour quoi ? Pour des munitions supplémentaires ? Pour un porte avion nucléaire à 12 milliards d'euros ? In fine, des milliards pour préparer la guerre et ses massacres.

Le Haut Conseil des finances publiques prévient déjà que « cela marquera un net ralentissement » pour tous les autres budgets nécessaires à la population.

La guerre sociale est déjà là par l'asphyxie des services public, de l'école, de l'hôpital, du social et du médico-social...

**On a besoin d'argent à l'hôpital, pour le social et le médico-social !**

Le gouvernement annonce 2 milliards d'économies sur le budget de la Sécurité sociale au moment où de nombreux hôpitaux prévoient déjà des mesures d'économies, des plans de retour à l'équilibre avec suppressions de postes fermetures de lits, de service (temporaire ou définitive).

Le gouvernement a lancé une réflexion sur la fermeture des maternités faisant moins de 1.300 accouchements par an mais cela ne leur suffit pas ! Le 16 décembre 2025, nous sommes venus à l'Assemblée nationale pour dire aux député-e-s de voter contre le PLFSS 2026 et ses 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires. Il aura manqué 15 voix pour le bloquer.

Les salaires sont bloqués alors que le coût de la vie explose...et le gouvernement refuse toute négociations sur les salaires.

Il faut que ça s'arrête ! Nous devons les arrêter.

**Nous appelons tous les hospitaliers et salarié-e-s de notre champs, tous les syndicats CGT disponibles et plus largement tous ceux et celles qui refusent ces budgets de guerre à nous rejoindre devant l'Assemblée Nationale le 4 mai 2026 à 14h.**

**DE L'ARGENT POUR LA SANTÉ, PAS POUR L'ARMÉE.**

**DE L'ARGENT POUR LE SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL, PAS POUR LES RAFALES !**